

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 10 septembre 2018

Garder la tête froide et les idées claires

L'extrême droite suédoise n'a pas obtenu le raz-de-marée promis par son leader aux législatives de ce dimanche. Mais elle réalise son meilleur score et pourrait jouer les arbitres dans la formation du prochain gouvernement. L'extrême droite gagne des voix un peu partout en Europe, voire parvient au pouvoir, comme en Italie ou en Autriche.

Les migrants dans la ligne de mire de tous les politiciens

Certes, les raisons de cette poussée électorale varient d'un pays à l'autre. Mais le rejet des migrants joue partout un rôle moteur. C'est en polarisant les législatives allemandes de 2017 sur ce thème que le parti d'extrême droite AfD a fait une percée. Dans la récente vague d'agressions commises contre des étrangers, entre autres à Chemnitz, on a pu constater un partage des rôles : aux néonazis l'action violente, à l'AFD les déclarations médiatiques pour les justifier.

La réaction de la chancelière allemande Merkel à la percée réactionnaire de l'automne dernier a été de surenchérir elle aussi contre les migrants, même si aujourd'hui, face à l'extrême droite qui utilise la situation pour engranger des voix en vue d'une élection à venir en Bavière, elle tente de rassembler autour d'elle tous ceux que choquent les exactions violentes contre les migrants.

Quant à Macron, élu avec les voix de ceux qui craignaient une victoire de Le Pen, c'est lui qui ferme les frontières. Il fait la leçon au demi-fasciste Salvini, ministre de l'Intérieur d'Italie, parce qu'il interdit aux migrants sauvés en mer de débarquer dans son pays. Mais lui-même s'oppose avec la dernière énergie à leur entrée en France.

La copie... et l'original

Non seulement la politique d'un Macron est abjecte, mais en plus elle renforce l'extrême droite. Il y a deux ans, le gouvernant prétendu socialiste slovaque a fait campagne sur ce thème anti-migrants. Il est passé de 44 % à 28 % des voix, tandis que des néonazis entraient pour la première fois au Parlement.

Mais ce n'est pas tout. L'extrême droite a d'autres cibles pour pourrir la vie de tous. En Po-

logne, le parti PiS au pouvoir veut durcir la législation sur l'avortement. En Hongrie, le Premier ministre Orbán contrôle étroitement les médias et les contenus enseignés à l'école, et empêche les associations critiquant sa politique de fonctionner. Alors que seules treize personnes ont essayé d'entrer en Hongrie le mois dernier, il prolonge au nom de la « menace migratoire » un état d'urgence qui bride les libertés de tous les Hongrois.

L'intérêt des travailleurs, c'est l'internationalisme

L'extrême droite prétend défendre les travailleurs le temps de capter leurs votes. Mais, au pouvoir, elle aussi leur mène la guerre. En Autriche, le Le Pen local, Strache, gouverne en coalition avec le Macron du coin, Kurz. Ensemble, ils ont fait voter en juillet dernier le passage de la semaine maximale de travail de 44 à 60 heures. Et, au pouvoir ou pas, l'extrême droite cherche partout à détourner les salariés de la lutte contre leurs patrons. À faire en sorte que les travailleurs s'en prennent les uns aux autres, les autochtones ou arrivés de longue date aux immigrés, plutôt que de s'en prendre aux capitalistes fauteurs de chômage et bas salaires.

Faire des plus vulnérables, des plus pauvres, de ceux qui ne peuvent même pas voter, les responsables de tous les malheurs de la société ne demande pas un grand courage. C'est à la portée du plus minable des politiciens. Que certains à gauche s'y essaient, comme Wagenknecht en Allemagne ou Mélenchon en France, n'est pas une bonne nouvelle. Pour relever la tête face aux patrons et faire reculer Macron et le Medef, le monde du travail a besoin d'idées claires pour s'orienter à une époque où le capitalisme fait peser de plus en plus de menaces sur toute l'humanité.

Imposons le paiement de toutes les séances !

Vendredi, 33 salariés de l'Emboutissage éq. 12 (75 % des effectifs) ont débrayé pendant 2h. Pour préparer ce débrayage, les salariés ont organisé un débat et un vote, ils ont décidé de cesser le travail pour réclamer le paiement des samedis travaillés. Depuis des mois, l'Emboutissage travaille quasiment tous les samedis et la direction prévoit que ça continue. PSA fait des milliards et il faut encore venir travailler gratuitement ! Inacceptable, à l'Emboutissage comme ailleurs.

Nouveaux débrayages à l'étude

Face à ce débrayage, la direction n'a rien voulu lâcher pour l'instant. Elle s'est contentée de dire que le paiement de plus de samedis serait « à l'étude ». En réalité, la direction a eu la trouille que la colère s'amplifie. La prochaine fois si nous sommes plus nombreux en grève, de plusieurs bâtiments, dans plusieurs équipes, elle n'aura d'autre choix que de payer les samedis matins et les dimanches soirs. À nous d'étudier la question.

Ni plus ni moins qu'un chantage à l'emploi

N'en déplaise à certains, aucun véhicule supplémentaire n'a encore été attribué au site de Poissy. Il s'agit d'une « étude » sur le lancement possible d'un véhicule hypothétique. Selon la direction, le site doit « concourir » à l'attribution. Non seulement la direction voudrait donc nous mettre en concurrence avec les collègues des autres sites, mais en plus si nous regardons ce qui se passe déjà avec la D34 : la direction ne donne aucun moyen – ni à nous, ni même aux fournisseurs de pièces ! – pour la lancer correctement.

D'une main la direction impose un concours pour nous faire bosser plus, de l'autre si elle le sabotait elle ne s'y prendrait pas autrement.

La D34 va avoir du mal à quitter son Point 4

Dans la première semaine, le directeur du site a accompagné la production d'un véhicule D34 destiné à une grosse huile de Peugeot. Lorsqu'il est sorti au Point 4, il ne démarrait pas. Pas de bras, pas de chocolat !

Le licenciement de Sylvain nous menace tous !

La direction vient de licencier Sylvain du Ferrage B5. Un licenciement dû à la nouvelle répartition de mai-juin : la direction avait supprimé un poste au contrôle. Comme beaucoup d'entre nous, au lieu d'être 2, Sylvain était tout seul. La direction n'a pas tenu pas compte de son handicap et a rendu son environnement de travail impossible. 90 % des salariés de son secteur ont débrayé pour le soutenir contre la direction.

Une collecte pour l'aider a été lancée : les ouvriers ne se laisseront pas dégager les uns après les autres !

La direction se cache derrière son petit doigt

Samedi et dimanche derniers, les séances ont été annulées pour toute l'usine (sauf l'Emboutissage et Retouche). La direction explique que c'est la faute d'un fournisseur. Pas grand monde n'a cru la direction. On voit tous qu'elle est incapable de gérer : le planning est

aussi désorganisé qu'avant les vacances et les objectifs de production aussi impossibles à atteindre.

La vérité qu'elle ne veut pas admettre c'est qu'il faut des embauches et de meilleures conditions de travail.

Ali PSA et les 4 voleuses

PSA et 4 agences d'intérim se sont mises d'accord pour ne pas appliquer systématiquement l'augmentation de salaires du 1^{er} mars aux intérimaires. Sur les lignes, pour un même type de travail, les ouvriers en CDI et des intérimaires aux coefficients 170 touchent 10,12 € de l'heure, d'autres intérimaires 9,96 € comme avant le 1^{er} mars. Ils se font voler près de 25 € par mois. Mobilisons-nous pour réclamer qu'à travail égal, il y ait salaire égal ! Et pour qu'on nous augmente tous !

La légalité ? Chez PSA, on ne connaît pas

En équipe de nuit, la direction demande de signer un nouvel avenant au contrat de travail pour les 3 prochains mois. Elle a fait signer les avenants au dernier moment ou en retard, certains salariés ne l'ont d'ailleurs toujours pas reçu mais continuent de travailler en nuit. Des chefs ont même voulu que les salariés signent tout de suite, parfois impossible d'avoir 24 heures pour réfléchir chez soi... Si la direction ne respecte pas la loi et fait signer n'importe quoi, n'importe comment : ses avenants, elle peut se les garder !

Une direction responsable et coupable

À PSA Valenciennes, le 30 août, plus d'une tonne de pièces est tombée sur 2 salariés lors d'une manutention. Le cariste est légèrement blessé. L'autre, un ouvrier intérimaire de 21 ans, est toujours hospitalisé dans un état grave : fractures sur colonne vertébrale, lombaires, cervicales, bassin et cheville, tendon sectionné, diaphragme enfoncé etc. Les 2 salariés respectaient les règles, c'est le matériel PSA qui ne présentait pas toutes les garanties de sécurité. Et ça c'est la politique de rentabilité à outrance de PSA.

Cet accident a eu lieu 2 jours après le passage de Tavares sur le site. Il était venu faire la morale aux salariés, leur disant que les 1 800 boîtes de vitesse produite par jour ne lui suffisait pas, il en voulait 3 000, sans embauche et sans investissement.

Pour en finir avec la barbarie du sexisme !

Fin août, au Maroc, une jeune fille de 17 ans a témoigné dans une vidéo s'être faite violée, séquestrée et torturée pendant près de deux mois ! Une mobilisation importante pour la soutenir s'en est suivie notamment via les réseaux sociaux. Néanmoins, alors que le procès des 12 accusés s'est ouvert jeudi dernier, la parole de Khadija, la jeune fille, est remise en cause par certains. La pression qui pèsent sur les femmes qui témoignent de leurs agressions est telle qu'elle pousse au suicide certaines d'entre-elles chaque année !

L'« affaire » surgit dans un contexte où le nombre de plaintes au Maroc a doublé en 2017. Ce qui est vrai au Maroc l'est tout autant en France : la peur doit changer de camp et la mobilisation continuer !